

Le super chef de terre soutient que ces chefs traditionnel ont des populations sous leurs autorités.

Ils sont nombreux, ces chefs traditionnels qui avaient fui leurs chefferies dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, secouées par un conflit fratricide depuis plusieurs années.

Paul Atanga Nji, veut sonner la fin de la recréation. Le ministre de l'Administration territoriale a tenu une réunion mercredi 19 août avec ces auxiliaires de l'administration, en les invitant à regagner sans délia leurs chefferies. « Il est impérieux qu'ils regagnent leurs chefferies. Ils sont des auxiliaires de l'administration et ont des populations sous leurs autorités », a rappelé Paul Atanga Nji. « Dans nos chefferies nos populations s'identifient à nous et ces populations sont éparpillées un peu partout. Si nous ne sommes pas là nos administrés ne peuvent pas être là. Qui va les diriger ? », S'est interrogé à la suite du Ministre un chef traditionnel du Sud-ouest.

Le membre du gouvernement a par ailleurs rassuré ces chefs traditionnels, souvent pris pour cible par les combattants séparatistes, accusé de collaborer avec le pouvoir central. « Nous avons fait une évaluation sécuritaire et la situation. Elle n'est pas ce qu'elle était il y a trois ou deux ans. Elle se normalise petit à petit. Le calme revient progressivement en dépit des exactions des terroristes. Il y a des chefs traditionnels qui sont restés sur place

et qui ont bravé les menaces des terroristes», a indiqué Paul Atanga Nji.

De l'avis de nos confrères de Koaci, derrière l'engouement du gouvernement à pousser les chefs traditionnels à retourner dans leurs chefferies, se cache la préparation des futures échéances régionales.

Le Minat a laissé entrevoir des signaux d'une prochaine élection au Cameroun. En effet dans le message fax envoyé aux gouverneurs, il leur a demandé de lui envoyer la liste complète des chefs traditionnels en lui signalant les cas de vacances et de contestations dans les chefferies de 2ème et 3ème degré.

Les élections régionales devraient, en prncipe, se tenir après le double scrutin législatif et municipal du 9 février 2020 largement remporté par le Rdpc au pouvoir.